

contre une telle insinuation. Je sais qu'il représente Grenville-Carleton, et que c'est M. Baker.

[Traduction]

M. Baker (Grenville-Carleton): Monsieur le président, je m'excuse auprès du député. Disons qu'il n'était pas endormi. C'est qu'il paraît dormir quand il a les yeux baissés. Je le prie de m'excuser.

[Français]

M. Clermont: Monsieur le président, je ne connais pas encore de député à la Chambre qui regarde en l'air lorsqu'il lit un document. Or, j'étais précisément en train d'en lire un.

[Traduction]

M. Herbert: Monsieur le président, je préciserai, après ce petit intermède, que je comptais nommer quelque vingt organisations et organismes fédéraux qui s'occupent directement du commerce extérieur du Canada. Il est évident que c'est le ministère de l'Industrie et du Commerce qui est le principal organisme fédéral à s'occuper d'exportations. Cependant, un nombre de plus en plus grand d'autres ministères du gouvernement s'intéressent au commerce extérieur du Canada. J'écouterais volontiers les commentaires du ministre sur le rôle joué par son ministère pour coordonner les activités des divers organismes que j'ai énumérés.

M. Kempling: Monsieur le président, il est très commode de parler à la suite de quelqu'un qui fait du remplissage. Cela permet de revoir ce qu'on a l'intention de dire. Je voudrais ajouter quelques remarques aux propos que mes collègues ont énoncés durant l'étude des prévisions budgétaires du ministre de l'Industrie et du Commerce dont nous sommes actuellement saisis. Le ministre s'entretient actuellement avec une délégation commerciale russe et a eu l'obligeance de nous faire savoir au préalable qu'il n'assisterait pas à tout le débat d'aujourd'hui. Nous lui souhaitons bonne chance dans ses délibérations.

Aujourd'hui les membres du comité permanent des finances, du commerce et des questions économiques ont déjeuné à la Banque du Canada. En sortant, après la réunion, j'ai été accosté en face de la Banque du Canada par un mendiant qui m'a demandé 25 cents.

Une voix: Je gage que vous les lui avez refusés.

M. Kempling: J'ai été scandalisé. Que des gens mentent ouvertement en face de la Banque du Canada est un signe des temps.

Comme de nombreux Canadiens, je suis profondément déçu du ministre de l'Industrie et du Commerce. Je suis déçu de son manque d'énergie, d'imagination et d'initiative dans de nombreux domaines commerciaux et industriels. On pourrait dire qu'il cherche à se cramponner, à se maintenir à tout prix, espérant qu'un miracle économique quelconque nous obligera à reculer de la voie dangereuse dans laquelle nous nous sommes engagés.

Nous subissons actuellement les conséquences des programmes rafistolés, des plans et des décisions de fortune qu'on nous sert depuis quelques années. Nous subissons les conséquences des programmes mal élaborés qui ont été mis en œuvre avec beaucoup de tapage et de publicité. Le ministre donne l'impression de ne s'occuper que de chimères; il ne semble jamais aller au fond des choses. Le ministre donne toujours la même réponse habituelle au sujet des initiatives industrielles: «Mes fonctionnaires étudient la question.» Cela entraîne ordinairement le recrute-

Les subsides

ment d'un consultant privé qui recommande l'établissement d'un autre programme à sigle relevant du ministère de l'Industrie et du Commerce.

Puis, si l'on pose au ministre une question au sujet de l'industrie et du commerce il énumère des programmes comme PAIT, DIP, FLIP, FLOP, ou SLUSH ou autres qu'il a mis sur pied. Je n'ai pas l'intention de déprécier ces programmes—mais SLUSH est un nom qui m'a l'air rigolo. La plupart de ces programmes sont anciens et existent encore. Beaucoup sont inefficaces ou mal orientés. Au mieux, ce sont des programmes de guimauve. C'est tout l'effet ou le résultat qu'ils ont sur l'industrie. Il nous faut des programmes industriels qui dépassent l'octroi de subventions. Les directeurs de programmes ne font jamais plus que publier des brochures polychromes.

A mon sens, nous avons un besoin réel de décisions fondamentales sur l'orientation à donner à l'industrie et au commerce dans les prochaines années. Il nous faut une action immédiate qui s'inscrive dans un plan à long terme. Il nous faut un ministre qui luttera de toutes ses forces pour l'industrie.

Une voix: C'est tout le portrait de celui que nous avons.

M. Kempling: Le ministre actuel n'est pas ainsi. Il nous faut un ministre qui réclamera à grands cris une déduction pour amortissement comme garantie contre l'inflation et qui travaillera avec son collègue des Finances à l'établissement d'une allocation ou rajustement qui s'appliquera aux stocks, car les déductions ou rajustements actuels ne tiennent pas compte du coût de renouvellement de ces stocks.

Bref, il nous faut un ministre stoïque et lucide devant la loi relative aux investissements étrangers. Le doute semé par l'Agence d'examen de l'investissement étranger a effectivement découragé les investissements. Le ministre encourage les entreprises communes au Canada, mais il tergiverse sur la phase 2 de la loi sur les investissements étrangers. Il a misérablement échoué dans l'application du programme à long terme pour le développement d'une industrie secondaire au Canada. Nous continuons à échanger les ressources pour des produits finis.

● (1630)

Le ministre y est certes allé de nombreuses déclarations contradictoires au sujet de la stratégie industrielle, déclarant tantôt qu'il ne croit pas à la possibilité d'une stratégie industrielle au Canada, et tantôt qu'il prévoit 18 ou 19 différentes stratégies de secteur. Espérons que les prochains mois nous apprendront quelque chose sur ces stratégies.

Le ministre exhorte les hommes d'affaires canadiens à tenter l'aventure en dehors du Canada, à se lancer dans des entreprises communes dans certains pays en voie de développement, et à en exporter des produits au Canada. A son retour de voyage au Moyen-Orient, son collègue le ministre des Finances déclarait récemment que les Canadiens devraient se lancer dans des entreprises communes dans les pays de cette région du monde.

Lorsqu'il se sent acculé au pied du mur, le ministre de l'Industrie et du Commerce s'en tire en enfourchant son dada, déclarant que les hommes d'affaires canadiens n'ont pas l'esprit aventureux, qu'ils préfèrent la routine, et qu'ils répugnent à rechercher de nouvelles occasions de négoce. Les industriels, vous pouvez m'en croire, en ont plein les dos d'entendre toujours la même histoire.

A dire vrai, voici un ministre qui, comme la presse le signalait récemment, a toutes les peines du monde à ne pas